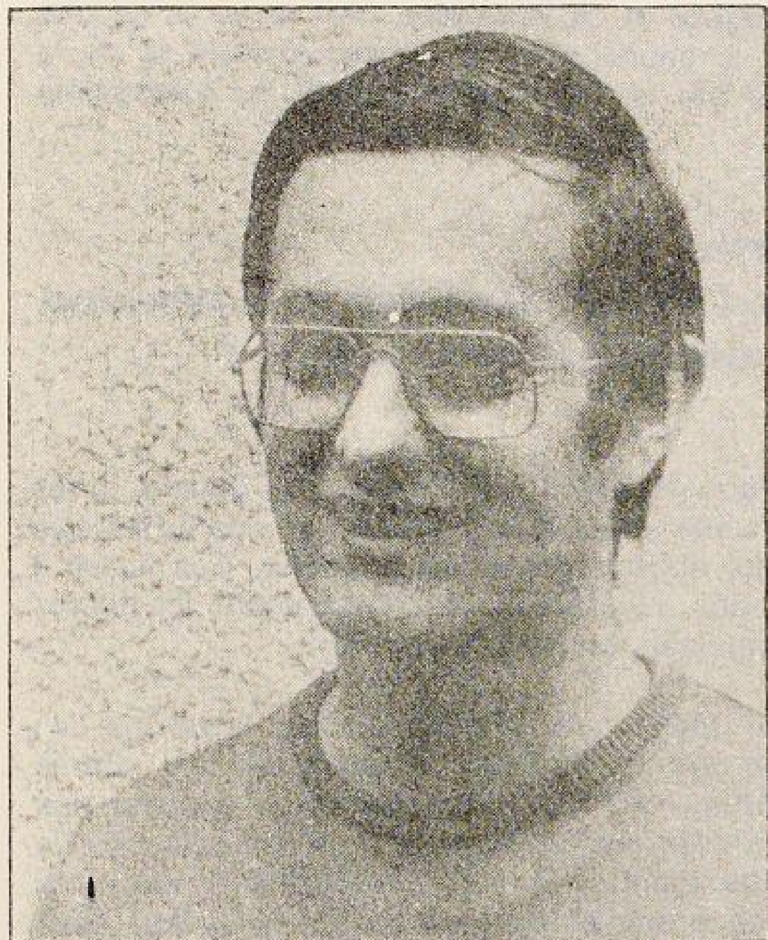


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

AIN — 1ère circonscription

COTTON Jean-Pierre

Enseignant

Suppléant : JACQUET Gérard
Paysan

Travailleuses, Travailleurs,

Nos campagnes se vident. Depuis 1962, plus de la moitié des paysans ont quitté la terre de notre circonscription. Les jeunes s'en vont et ne peuvent se marier ; des Lyonnais achètent des fermes comme résidences secondaires. Ce sont les petits paysans qui sont frappés :

— pas possible d'emprunter au Crédit Agricole sans s'endetter pour 20 ans et accepter leur «plan de développement».

— pas possible de s'en sortir en travaillant pour Coqu'ain, ou Sanders, sans que ces firmes profitent de votre travail. La dernière attaque portée à Bruxelles et acceptée par Debatisse, est celle de la taxe de co-responsabilité latière. A raison de 1,5 centimes par litre, cela représente environ 800 F de taxes par an pour un paysan qui a 10 vaches laitières. C'est de l'argent pris dans la poche des paysans pour le donner aux industriels du lait.

Quitter la ferme et venir travailler à Bourg, voilà ce que la bourgeoisie a depuis longtemps proposé aux petits paysans. La longue grève des ouvriers de la Tréfilerie, suite au lock-out par la direction de 73 ouvriers, a montré ce qu'il en était des salaires : 2 550 F pour un P2 aux Tréfileries contre 3 100 F pour un P2 à Berliet. Et en plus, 1977 a été, à la Tréfilerie, l'année du chômage technique, des pré-retraites, tandis que planent des menaces de restructuration. A Berliet, usine modèle pour les cadences, 1977 a vu 13 jours de chômage technique et 38 licenciements.

Faudra-t-il aller à Lyon ou encore plus loin ? Voilà la question que se pose aujourd'hui une jeunesse de plus en plus inquiète.

Chasser les petits paysans de leurs terres, vider nos villages, exploiter les ouvriers, expatrier notre jeunesse, voilà le visage de cette société sur notre circonscription.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles aux marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ere circonscription de l'Ain

Jean-Pierre COTTON

Dans cette ville de Bourg où je suis né, dans cette région où mes grands-parents paternels et maternels, leur vie durant, ont trimé sur 8 hectares et où mon suppléant travaille à la terre, notre candidature est porteuse de ces aspirations : l'aspiration des Bressans à vivre et travailler au pays, l'aspiration à l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie, l'aspiration à une société nouvelle, socialiste. Ces élections sont un premier pas sur cette longue route.

SUPPLÉANT

Gérard JACQUET, ouvrier agricole

Imprimerie IPCC Paris